

Dossier : Oxfam, l'une des plus importantes organisations non gouvernementales (ONG) mondiales de lutte contre la pauvreté, touchée par des scandales sexuels

jeudi 15 février 2018, par [BERNARD Philippe](#), [Le Monde](#), [Le Monde.fr](#), [Les Décodeurs](#) (Date de rédaction antérieure : 15 février 2018).

Sommaire

- [Oxfam : portrait d'un géant de](#)
- [L'ONG Oxfam touchée par \(...\)](#)
- [Oxfam : la presse britannique](#)
- [Affaire Oxfam : en quoi \(...\)](#)
- [Scandale sexuel en Haïti \(...\)](#)
- [L'ONG Oxfam visée par de \(...\)](#)
- [Le directeur international](#)
- [Oxfam : Desmond Tutu et \(...\)](#)

Oxfam : portrait d'un géant de l'humanitaire

Dans la tourmente après la révélation du recours de certains de ses employés à des prostituées lors de missions à Haïti, l'ONG pourrait voir ses aides publiques amoindries.

Le scandale touchant l'association Oxfam sur le recours à des prostituées et de potentiels abus sexuels par certains de ses agents en mission à Haïti, au Tchad et au Soudan du Sud a entraîné lundi 13 février la démission d'une dirigeante et la création d'une unité de contrôle des organisations non gouvernementales (ONG) par le gouvernement britannique.

Ce dernier, ainsi que la Commission européenne, menacent de retirer leurs financements. Quelle est l'envergure de cette organisation ? Comment fonctionne-t-elle ? Qui la finance ? Portrait de ce géant de l'humanitaire.

1. De l'université d'Oxford à une confédération internationale

Oxfam - le nom vient d'une contraction de « Oxford Committee for Relief Famine » (Comité d'Oxford pour la lutte contre la famine) - est née en 1942 en Angleterre. La Grèce, alors touchée par un blocus des alliés cherchant à affaiblir l'armée allemande, qui occupe le pays, souffre d'une famine terrible. Dans la ville universitaire, un groupe d'enseignants et de militants (dont des quakers, un mouvement dissident de l'Eglise anglicane) lance un appel aux dons.

Par la suite, Oxfam organise des actions d'urgence dans d'autres pays touchés par les crises alimentaires et par les catastrophes naturelles. Oxfam va aussi développer un mode d'action encore peu utilisé à l'époque : les campagnes d'opinion, qui associent les citoyens à un travail de plaidoyer

auprès des décideurs publics, en faisant appel à des personnalités comme les Beatles ou les Rolling Stones.

C'est désormais une puissante confédération de 20 ONG affiliées, dont une en France depuis 1988. Oxfam s'associe, en outre, avec plus de 3 500 organisations partenaires, qu'elle finance ou équipe en partie. Elle dispose enfin d'un secrétariat international à Oxford et de « bureaux de plaidoyer » (lobbying) à New York, Washington, Bruxelles, Genève et Addis-Abeba (ce bureau éthiopien servant de liaison auprès de l'Union africaine).

2. Un financement qui reste en grande partie public

L'ONG emploie environ 10 000 salariés et 50 000 bénévoles pour agir dans 90 pays. Un réseau tentaculaire qu'il faut financer. C'est notamment pour cette raison qu'elle a ouvert, dès la fin des années 1940, des magasins de seconde main. Ils sont actuellement plus de 1 200, dans huit pays, et rapportent près de 180 millions d'euros par an.

Oxfam dépend toutefois, pour environ 40 % de ses ressources, des Etats ou d'organisations internationales. Depuis le début du scandale haïtien, le gouvernement britannique et la Commission européenne ont menacé de retirer leurs financements. Soit respectivement 36 et 68 millions d'euros par an, si l'on considère l'ensemble de l'enveloppe de fonds européens.

Près de la moitié des ressources d'Oxfam dépend de financements publics

[Graphique non reproduit ici].

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération Oxfam, soit un total d'environ 1 milliard d'euros pour l'exercice allant du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2016.

3. Un programme ambitieux à Haïti

Outre le tremblement de terre de 2010 (plus de 230 000 morts) et l'épidémie de choléra qui l'a suivi, Haïti a dû affronter en 2016 les ravages de l'ouragan Matthew, qui a fait replonger l'île dans une nouvelle crise humanitaire.

En plus des interventions d'urgence (réparation des systèmes d'approvisionnement en eau, construction d'abris, distribution d'aide alimentaire), Oxfam essaie d'enclencher une dynamique de plus long terme. Elle a ainsi mis en place un programme de transition destiné « à intégrer les secours et le développement de la sécurité alimentaire à moyen et long terme, après quatre années d'intervention d'urgence ». Elle s'attache aussi à « améliorer la résilience de groupes particulièrement marginalisés et vulnérables dans les zones urbaines et rurales, notamment les femmes et les filles ».

Haïti : 11^e plus gros programme d'Oxfam

[Graphique non reproduit ici.]

L'ONG consacre près de 14 millions d'euros par an pour l'ensemble de ses programmes à Haïti. En revanche, l'association donne assez peu de détails sur son organisation sur place et la répartition des moyens.

Les Décodeurs

*

http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire_5256233_4355770.html

L'ONG Oxfam touchée par un scandale sexuel qui fait tache d'huile au Royaume-Uni

L'affaire permet aux tabloïds et à l'aile droite du Parti conservateur de dénoncer la relative largesse du budget britannique concernant l'aide au développement.

Pour les organisations d'aide au développement britanniques et leurs nombreux donateurs, le coup est rude. Une enquête du quotidien *The Times* a révélé, vendredi 9 février, que certains collaborateurs d'Oxfam, l'une des plus importantes organisations non gouvernementales (ONG) mondiales de lutte contre la pauvreté, ont eu recours à des prostituées locales, alors qu'ils étaient en mission à Haïti après le tremblement de terre de 2010. Depuis lors, le scandale fait tache d'huile, permettant aux tabloïds et à l'aile droite du Parti conservateur de dénoncer la relative largesse du budget britannique de l'aide au développement.

Lundi 12 février, un porte-parole du gouvernement a fait savoir que la première ministre, Theresa May, ne remettrait pas en cause la promesse de consacrer 0,7 % du revenu national à l'aide internationale. Ce pourcentage a été inscrit dans la loi par la majorité conservatrice. Depuis 2010, il est utilisé pour convaincre les électeurs modérés que les tories « ont un cœur », mais il fait l'objet de critiques récurrentes. Au lendemain des révélations du *Times*, Jacob Rees-Mogg, le député leader de l'aile droite du parti, a posé, tout sourire, devant le 10 Downing Street, où il était venu porter les 100 000 signatures rassemblées par le quotidien europhobe Daily Express demandant de « stopper la folie de l'aide à l'étranger ».

Le même jour, Penny Lawrence, directrice générale adjointe d'Oxfam, a démissionné en exprimant sa « tristesse » et sa « honte » à propos d'accusations relatives à « la conduite d'employés au Tchad et à Haïti (...) impliquant le recours à des prostituées » et en assurant en « assumer l'entière responsabilité ». Oxfam, acronyme d'Oxford Committee for Famine Relief, a été créé en 1942 par un groupe de quakers, de militants et d'enseignants de la ville universitaire pour agir contre la famine provoquée par le blocus anglais visant l'occupation nazie de la Grèce. C'est aujourd'hui une puissante confédération d'une vingtaine d'ONG présentes dans de nombreux pays, dont la France depuis 1988.

Selon le *Times*, deux maisons louées par Oxfam pour abriter ses travailleurs humanitaires en Haïti ont servi de cadre à des « orgies » avec des prostituées. A Delmas, près de Port-au-Prince, dans une villa surnommée « le Lupanar », des témoins affirment avoir vu cinq femmes, dont deux portaient des t-shirts frappés du logo d'Oxfam, participer à ce que des employés de l'ONG nommaient des « barbecues avec de la viande fraîche ». Selon le quotidien, ces derniers contrôlaient des chauffeurs de l'organisation, les menaçant de ne pas renouveler leur contrat s'ils ne les approvisionnaient pas en filles. Roland van Hauwermeiren, l'ancien militaire belge qui dirigeait Oxfam en Haïti, recevait lui aussi des prostituées dans sa villa, « le Nid d'aigle », louée par l'ONG.

Une enquête interne a abouti à sa discrète démission, afin d'éviter le scandale. L'organisation aurait omis d'avertir son employeur suivant, l'ONG française Action contre la faim, des antécédents de

M. van Hauwermeiren. L'enquête interne a aussi montré qu'Oxfam avait auparavant fermé les yeux sur « son comportement envers les femmes » pendant qu'il travaillait au Tchad. Et que l'organisation aurait laissé en poste un autre employé d'Oxfam, de nationalité kényane, en dépit de plaintes de collègues féminines pour « harcèlement sexuel ».

A Haïti, la prostitution est illégale mais répandue, et Oxfam est signataire d'un texte de l'ONU prohibant le sexe tarifé chez les humanitaires. Deux employés de l'ONG ont, pourtant, été amenés à démissionner en 2011 pour recours à des prostituées, harcèlement et fraude sur CV ; quatre autres ont été limogés pour « recours à des prostituées dans une installation d'Oxfam », défaut de protection du personnel et possession de matériel pornographique. L'ONG allègue qu'elle avait renoncé à des poursuites judiciaires à cause du chaos régnant localement, celui-ci ne laissant espérer aucune sanction.

« La partie visible de l'iceberg »

Penny Mordaunt, secrétaire d'Etat au développement international, a rencontré les responsables de l'ONG lundi, les menaçant de stopper les subventions du gouvernement - 31,7 millions de livres, soit 35,7 millions d'euros en 2017 - s'ils ne lui transmettaient pas toutes les informations relatives à cette affaire. Oxfam qui, en 2016-2017, employait plus de 5 000 salariés et 27 000 bénévoles pour agir dans 35 pays, percevait en outre 108 millions de livres de dons du public et 90 millions de livres de ses activités commerciales, en particulier ses « boutiques caritatives ». La Commission européenne menace, elle aussi, de lui couper les vivres. De son côté, la Commission caritative, chargée de contrôler les organisations humanitaires au Royaume-Uni, a affirmé qu'Oxfam ne lui avait pas rapporté ces abus.

Le scandale, alimenté par les arrière-pensées politiques, ne fait sans doute que commencer au Royaume-Uni. L'ancienne secrétaire d'Etat au développement, Priti Patel, limogée en novembre 2017 par Theresa May pour avoir caché au Foreign Office ses rencontres avec des officiels israéliens, a mis de l'huile sur le feu, dimanche, en affirmant que 120 travailleurs humanitaires employés non seulement par Oxfam mais par Save the Children, Christian Aid et la Croix-Rouge britannique avaient été signalés par leur employeur pour des abus sexuels pendant la seule année passée. En mal de publicité, M^{me} Patel assure que des « prédateurs pédophiles » se sont infiltrés dans le secteur de l'aide au développement et que l'affaire de Haïti ne serait que « la partie visible de l'iceberg ».

Philippe Bernard (Londres, correspondant)

* LE MONDE | 12.02.2018 à 22h51 • Mis à jour le 13.02.2018 à 12h12 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/12/l-ong-oxfam-eclabousee-par-un-scandale-sexuel-au-royaume-uni_5255841_3214.html

Oxfam : la presse britannique parle d'un scandale sexuel « plus important que l'affaire Weinstein »

Le « Times » a révélé que des salariés de l'ONG avaient eu recours à des prostituées, parfois mineures, en 2011 à Haïti lors d'une mission d'aide après le séisme de 2010.

Oxfam est dans la tourmente. Vendredi 9 février, un article du quotidien britannique *The Times* révélait que des employés de l'organisation humanitaire avaient eu recours à des jeunes prostituées, parfois mineures, en 2011 à Haïti au cours d'une mission consécutive au séisme qui avait ravagé le pays en 2010.

L'affaire a fait la « une » d'une bonne partie de la presse britannique, lundi 12 février. D'autant que Penny Lawrence, directrice générale adjointe de l'organisation non gouvernementale, a annoncé avoir démissionné.

Les autorités britanniques ont rapidement réagi et la secrétaire d'Etat au développement international, Penny Mordaunt, devait s'entretenir lundi avec des responsables de l'ONG. Dans un entretien donné à la radio britannique, elle a estimé qu'Oxfam « avait échoué dans son positionnement de leader moral ». M^{me} Mordaunt a également déclaré qu'elle avait écrit aux autres organisations financées par son département pour les inciter à signaler tous problèmes similaires et a assuré que tous les cas seraient suivis de près.

Des agissements connus

Le *Times* ajoute, dans un article publié lundi 12 février, que l'organisation était au courant des agissements des deux travailleurs humanitaires qui seraient à l'origine du scandale.

Le journal raconte que, selon un document interne qu'il a pu consulter, les cadres d'Oxfam au Royaume-Uni s'inquiétaient du comportement, à l'égard des femmes, de Roland van Hauwermeiren, l'un des travailleurs humanitaires mis en cause. Mais selon le *Times* cela n'a pas empêché l'ONG de lui donner le poste de directeur à Haïti.

« Le rapport confidentiel des investigations menées à Haïti explique que “le processus de recrutement a identifié des faiblesses dans son management”. »

D'autres documents ayant fuité montrent également, selon le *Times*, que M. van Hauwermeiren a eu connaissance de plaintes contre la seconde personne mise en cause, de nationalité kényane, mais l'a autorisée à rester en poste.

« Un fléau actuel et futur »

Dans une tribune au quotidien numérique *The Independent*, de centre gauche, le travailleur humanitaire et avocat Andrew MacLeod estime que ces révélations « ne sont que la partie émergée de l'iceberg » : « Oxfam est loin d'être seule dans les accusations de harcèlement, de viols et de viols d'enfants. »

Selon M. MacLeod, l'aide humanitaire doit faire face au problème de la pédophilie dans ses rangs :

« *L'ancien service national de renseignements criminels du Royaume-Uni, qui enregistrait et surveillait les activités des pédophiles, avait averti dès 1999 que l'ampleur du problème des pédophiles dans le monde de l'aide humanitaire était comparable à celle du tourisme sexuel.* »

« Le problème n'est pas simplement un problème passé, mais un fléau actuel et futur qui pourrait menacer tout le milieu de l'aide au développement si on ne s'en occupe pas », énonce Andrew MacLeod, qui précise que Kofi Anan et Ban Ki-moon (deux anciens secrétaires généraux de l'ONU) avaient par le passé exprimé leurs regrets de ne pas avoir su mettre fin aux pratiques pédophiles.

« Plus important que l'affaire Weinstein »

Le *Daily Mail*, conservateur et populaire, expose également assez largement l'idée d'une « partie émergée de l'iceberg » en « une » de son édition de lundi. Le tabloïd *The Sun* va jusqu'à comparer le scandale Oxfam avec l'affaire Weinstein, titrant : « Le scandale sexuel d'Oxfam est plus important que les affirmations d'abus sexuels de Weinstein à Hollywood ».

Le journal affirme que « tout comme les abus sexuels à Hollywood n'étaient pas remarqués avant Harvey Weinstein, l'indignation à propos de Haïti expose les organisations caritatives à l'examen minutieux qu'elles méritent depuis longtemps ».

Dans son édition du 12 février le *Guardian* estime que la situation de l'ONG pourrait devenir très difficile avec ce scandale. Une source interne à l'organisation, citée par le journal, explique qu'Oxfam devait, avant même la révélation de l'affaire, faire face à un « contexte de financement représentant un défi ». « Et la perte du financement de la part de l'Etat, l'année dernière, 34 millions de livres, est une vraie inquiétude », ajoute le journaliste.

« Pas une raison pour couper les aides »

Le quotidien rebondit également sur la proposition du député conservateur Jacob Rees-Mogg, qui a présenté, jeudi 8 février, au premier ministre, une pétition signée par plus de 100 000 personnes demandant des coupes dans le budget de l'aide au développement du Royaume-Uni. Le *Guardian* insiste sur le fait que l'affaire Oxfam « n'est pas une raison pour couper les aides au développement ».

Le « danger » qui guette, selon le quotidien britannique, c'est la fin du soutien au développement international :

« A l'ère de Trump, du Brexit et de Rees-Moggery, la notion selon laquelle les nations prospères ont une responsabilité morale et pratique envers les plus pauvres n'est plus à la mode. La droite populiste tend la main pour détruire le département pour le développement international, en les caricaturant comme payeurs de proxénètes et en pervers. Ceux qui croient en l'obligation persistante de la Grande-Bretagne à aider les désespérés du monde se battent aujourd'hui pour continuer à exister. »

LE MONDE

* LE MONDE | 12.02.2018 à 18h17 • Mis à jour le 12.02.2018 à 20h42 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/12/la-presse-britannique-s-interroge-sur-la-portee-et-l-es-consequences-du-scandale-oxfam_5255786_3214.html

Affaire Oxfam : en quoi consiste l'aide publique britannique au développement

A la suite du scandale qui touche Oxfam, une pétition portée par le quotidien europhobe « Daily Express » demande de « stopper la folie de l'aide à l'étranger ».

En annonçant, lundi 12 février, que la part du revenu national britannique à l'aide internationale ne bougerait pas, la première ministre du Royaume-Uni, Theresa May, a dû rassurer une partie des organismes humanitaires de son pays. Depuis les révélations, vendredi 9 février, par le quotidien

britannique *The Times*, d'un scandale sexuel impliquant des employés de l'ONG Oxfam à Haïti en 2011, sa directrice adjointe, Penny Lawrence, a démissionné, et le gouvernement britannique menace de lui supprimer ses financements.

Au lendemain des révélations du *Times*, Jacob Remord, le député leader de l'aile droite du parti conservateur est venu porter au 10 Downing Street une pétition de 100 000 signatures rassemblées par le quotidien europhobe Daily Express demandant de « stopper la folie de l'aide à l'étranger ». Régulièrement pointée du doigt par une partie de la droite conservatrice, l'aide britannique au développement à l'étranger est l'une des plus importantes de l'Union européenne.

En quoi consiste cette aide au développement ?

Le département pour le développement international « coordonne le travail réalisé par le Royaume-Uni pour mettre fin à l'extrême pauvreté », peut-on lire sur le site du gouvernement britannique. Celui-ci, à travers son organisme UK Aid, contribue à aider au développement de certains pays. Une loi, votée en 2002, a instauré une ligne directrice au programme d'aide britannique : la réduction de la pauvreté.

Cette aide ne consiste pas seulement à verser de l'argent directement à certains pays, elle peut également prendre la forme de financement de projets concrets (conseils en matière agricole, mesures de purification de l'eau ou d'hygiène, ou encore aide à la construction d'écoles).

Quelle dépense cette aide représente-t-elle chaque année ?

Lundi, la première ministre britannique a fait savoir qu'elle ne remettrait pas en cause la promesse de consacrer 0,7 % du revenu national à l'aide internationale au développement. Ce pourcentage a été inscrit dans la loi par la majorité conservatrice. Cela a représenté en 2016 près de 13,5 milliards de livres (plus de 15 milliards d'euros).

L'objectif de consacrer 0,7 % du revenu national à l'aide au développement avait été inscrit dans une résolution de l'ONU en 1970. Selon les Nations unies, en 2015, seuls cinq pays (Pays-Bas, Danemark, Luxembourg, Norvège et Suède), en plus de la Grande-Bretagne, atteignaient ou dépassaient ce chiffre de 0,7 %. En 2016 ils n'étaient plus que deux : le Royaume-Uni et l'Allemagne.

A quels organismes ou pays cette aide bénéficie-t-elle ?

La BBC rapporte qu'en 2015 37 % des aides britanniques au développement ont été à destination d'organisations internationales, dont les Nations unies, et 63 % sont allées directement aux pays concernés.

Cette aide est accordée à de nombreux pays dans le monde entier. Dont un certain nombre de pays du Commonwealth. Des pays africains, comme l'Ethiopie, le Nigeria, la Sierra Leone, ou le Soudan du Sud, mais aussi asiatiques avec l'Inde et le Bangladesh, enfin des pays du proche et moyen orient avec la Syrie, le Pakistan et l'Afghanistan.

Et en France ?

En France l'aide publique au développement est gérée financièrement par l'Agence française de développement (AFD). L'objectif fixé en début d'année 2018 est d'y consacrer 0,55 % du revenu national brut (RNB) en 2022. La France a décidé de recentrer ses priorités sur l'aide bilatérale, et les contributions aux ONG vont être doublées d'ici à 2022.

D'après une enquête pilotée par la direction générale du Trésor, l'aide publique au développement

française s'élevait en 2016 à 8,7 milliards d'euros. Cela représentait 0,38 % de la richesse nationale cette année-là. Lors de la campagne présidentielle, Emmanuel Macron avait inscrit dans son programme un financement pour le développement à 0,7 % en 2030.

Le budget de l'aide au développement avait baissé de 140 millions d'euros en 2017, et n'avait augmenté que de 100 millions en 2018. Le niveau de 0,55 % n'a plus été atteint depuis 1995.

LE MONDE

* LE MONDE | 13.02.2018 à 17h38 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2018/02/13/affaire-oxfam-en-quoi-consiste-l-aide-publique-britannique-au-developpement_5256284_3210.html

Scandale sexuel en Haïti : la directrice adjointe d'Oxfam démissionne

Selon le « Times », des employés de l'organisation humanitaire ont eu recours à de jeunes prostituées à Haïti au cours d'une mission consécutive au séisme de 2010.

La numéro deux d'Oxfam démissionne. Penny Lawrence, directrice générale adjointe de l'ONG, dans la tourmente en raison d'un scandale sexuel impliquant des responsables de l'organisation en Haïti, a démissionné lundi 12 février. Cette démission fait suite à des révélations du quotidien britannique *Times*, selon qui des employés de la confédération d'organisations humanitaires, dont le siège se trouve à Oxford, ont eu recours à de jeunes prostituées en 2011 à Haïti au cours d'une mission consécutive au séisme qui avait ravagé le pays en 2010.

Exprimant sa « tristesse » et sa « honte » de « la conduite d'employés au Tchad et à Haïti (...) incluant le recours à des prostituées », Penny Lawrence, qui était à l'époque directrice des programmes internationaux, a annoncé sa démission de ses fonctions dans un communiqué :

« Au cours des derniers jours, nous avons pris conscience que des questions avaient été soulevées au sujet du comportement du personnel [d'Oxfam] au Tchad et en Haïti, pour lesquelles nous n'avons pas réagi de manière adéquate. Il est maintenant clair que ces accusations — liées au comportement du directeur de pays, de membres de son équipe au Tchad et impliquant le recours à des prostituées — ont été soulevées avant qu'il ne s'installe en Haïti. En tant que directrice des programmes à l'époque, j'ai honte que cela soit arrivé sous ma direction et j'en prends l'entière responsabilité. »

Enquête interne, quatre licenciements

Selon le *Times*, des groupes de jeunes prostituées étaient invités dans des maisons et des hôtels payés par Oxfam. Une source citée par le quotidien dit avoir vu une vidéo d'une orgie avec des prostituées portant des tee-shirts d'Oxfam.

Le quotidien affirme, en outre, qu'Oxfam n'a pas prévenu d'autres organisations non gouvernementales du comportement des employés impliqués dans ce scandale ; ce qui leur a permis d'obtenir par la suite des missions auprès de personnes vulnérables dans d'autres zones de catastrophes naturelles. Ainsi, le Belge Roland van Hauwermeiren, 68 ans, contraint de démissionner, comme l'a confirmé Oxfam, de son poste de directeur pour Haïti de l'organisation

après avoir admis avoir engagé des prostituées, est devenu chef de mission pour Action contre la faim (ACF) au Bangladesh de 2012 à 2014. ACF avait contacté Oxfam avant de recruter Roland van Hauwermeiren, mais l'ONG ne lui avait pas donné les raisons de sa démission, a déclaré Mathieu Fortoul, porte-parole d'ACF.

Oxfam a assuré avoir ouvert immédiatement, en 2011, une enquête interne. Quatre employés ont été licenciés et trois autres ont démissionné, dont Roland van Hauwermeiren, avant la fin de cette enquête.

« Allégations très graves »

La Commission caritative — institution britannique qui contrôle les organisations humanitaires — a dit dans un communiqué avoir reçu un rapport d'Oxfam en août 2011. Ce rapport mentionnait des « comportements sexuels inappropriés, des faits d'intimidation, de harcèlement et d'intimidation du personnel », mais n'évoquait pas des « abus portant sur des bénéficiaires » de l'ONG ni de « potentiels crimes sexuels impliquant des mineurs ». « Notre approche aurait été différente si tous les détails mentionnés par la presse nous avaient été communiqués à ce moment-là », écrit la Commission, qui a demandé à Oxfam de fournir des informations supplémentaires « de toute urgence ».

Des informations jugées « vraiment choquantes » par Downing Street. « Nous voulons qu'Oxfam fournisse toutes les preuves qu'ils ont des événements à la commission caritative pour une enquête complète et urgente sur ces allégations très graves », a dit un porte-parole de la première ministre britannique.

Oxfam reçoit « moins de 10 % de son financement total » du département britannique chargé du développement international, a fait savoir samedi son PDG, espérant continuer à travailler avec le gouvernement. Pour la secrétaire d'Etat au développement international, Penny Mordaunt, Oxfam « a pris tout à fait la mauvaise décision » en omettant de transmettre en détail la nature des accusations visant ses employés aux autorités et à la Commission caritative.

A l'issue d'une réunion, lundi, avec les responsables de l'ONG, M^{me} Mordaunt a annoncé la création au sein de son ministère d'une unité visant à superviser le fonctionnement des ONG, afin de « s'assurer que tout est fait pour protéger le public contre toute exploitation ou abus sexuel ». La mise en place d'un « registre mondial » des travailleurs du secteur du développement est également à l'étude pour éviter « que des prédateurs puissent être réembauchés par des ONG et sévir de nouveau », a-t-elle dit.

Bruxelles menace de priver Oxfam de ses financements

La Commission européenne a sommé lundi les dirigeants d'Oxfam de « faire toute la lumière » sur l'implication de ses membres dans ce scandale et a menacé de couper les financements de l'organisation. Oxfam a bénéficié de 1,7 million d'euros de financements européens en 2011, date des faits reprochés, a rappelé la porte-parole.

Dans un communiqué diffusé dimanche, la nouvelle présidente du conseil d'administration d'Oxfam, Caroline Thomson, a annoncé un ensemble de mesures visant à renforcer la prévention et le traitement des affaires d'abus sexuels. « Nous avons honte de ce qui s'est passé. Nous présentons sans réserve nos excuses », a déclaré M^{me} Thomson.

La présidente du conseil d'administration a assuré qu'Oxfam avait fait de « grands progrès » depuis 2011 et qu'elle s'était engagée à en faire davantage encore, en particulier dans le recrutement du

personnel. « Nous continuerons de nous attaquer aux problèmes culturels sous-jacents qui ont permis ce comportement », ajoute-t-elle. Oxfam a « maintenant une culture d'ouverture et de transparence, et nous tirons pleinement les leçons des événements de 2011 ».

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 12.02.2018 à 08h44 • Mis à jour le 13.02.2018 à 11h28 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/12/haiti-l-ong-oxfam-accusee-d-avoir-engage-des-prostituees-apres-le-seisme-en-2010_5255385_3214.html

L'ONG Oxfam visée par de nouvelles accusations portant sur des viols au Soudan du Sud

L'ONG britannique fait face aux révélations d'une ex-dirigeante, qui a dénoncé l'existence d'une « culture d'abus sexuels au sein de certains bureaux ».

Les révélations d'Helen Evans, directrice de la prévention interne à Oxfam entre 2012 et 2015, ont alimenté, mardi 13 février, le scandale touchant l'organisation non gouvernementale britannique, dans le viseur du régulateur des organisations humanitaires. M^{me} Evans a dénoncé l'existence d'une « culture d'abus sexuels au sein de certains bureaux », faisant état de viols ou tentatives de viols au Soudan du Sud ou d'agressions sur des mineurs bénévoles dans des magasins tenus par l'ONG au Royaume-Uni.

Selon une enquête interne menée auprès de 120 personnes dans trois pays différents entre 2013 et 2014, entre 11 % et 14 % des personnels déployés avaient été victimes ou témoins d'agressions sexuelles.

« Comportements inappropriés »

Au Soudan du Sud, quatre personnes avaient été victimes de viols ou de tentatives de viols. « Cela concerne des agissements de salariés sur d'autres salariés. Nous n'avons pas réalisé d'enquête sur les bénéficiaires de nos programmes d'aide. Mais j'étais extrêmement inquiète de ces résultats », a-t-elle révélé sur Channel 4.

Dans un autre cas, l'agression d'un mineur par un adulte commise dans un magasin a donné lieu à des poursuites, a-t-elle révélé. Selon Channel 4, cinq cas de « comportements inappropriés » par des adultes sur des mineurs ont été relevés par Oxfam en 2012-2013, et sept l'année suivante.

Une réunion prévue pour soulever ces sujets avait finalement été annulée, Mark Goldring, le directeur général de l'ONG, estimant qu'il n'y avait « rien à ajouter » au rapport établi par Helen Evans. Cette dernière a aussi fait part de ses difficultés à obtenir plus de ressources pour mener à bien ces enquêtes.

Mark Goldring exclut de démissionner

Interrogé par la chaîne, Mark Goldring s'est excusé pour n'avoir « pas agi assez rapidement ». Mais il a assuré avoir pris la question « au sérieux ». « Nous avons répondu de différentes manières : par

la vérification des faits, par la formation, par le développement d'une ligne d'assistance téléphonique », a-t-il affirmé. Il a exclu de quitter ses fonctions, sauf si le conseil d'administration lui en faisait la demande. Lundi, la directrice générale adjointe de l'ONG, Penny Lawrence, a démissionné, à la suite des révélations sur le recours à des prostituées et de potentiels abus sexuels par certains de ses agents en mission à Haïti et au Tchad.

La Commission caritative, qui contrôle les organisations humanitaires au Royaume-Uni, a lancé lundi une enquête sur Oxfam, sur la réalité des agressions commises en Haïti et la réaction de la direction. La Commission suspecte Oxfam de n'avoir pas « divulgué complètement en 2011 des détails importants concernant ces allégations et sur sa gestion des incidents ».

Le président haïtien, Jovenel Moïse, a dénoncé le comportement de l'ONG britannique Oxfam à Haïti. « Ce qui s'est passé avec Oxfam en Haïti est une violation extrêmement grave de la dignité humaine », a tweeté M. Moïse tard lundi.

« Il n'y a rien de plus indigne et malhonnête qu'un prédateur sexuel qui utilise sa position dans le cadre de la réponse humanitaire à une catastrophe naturelle pour exploiter les personnes nécessiteuses dans leurs moments de grande vulnérabilité », a-t-il ajouté.

Les représentants de l'ONG à Haïti sont convoqués jeudi par le ministère de la planification et de la coopération externe afin de fournir des explications.

Le Monde.fr avec Reuters

* Le Monde.fr | 13.02.2018 à 14h42 • Mis à jour le 14.02.2018 à 09h42 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/13/royaume-uni-oxfam-visee-par-de-nouvelles-accusations-portant-sur-des-viols-au-soudan-du-sud_5256191_3214.html

Le directeur international d'Oxfam arrêté dans le cadre d'une enquête pour corruption au Guatemala

L'enquête s'intéresse à des contrats d'achat de bus, lors de la réforme des transports publics sous la présidence d'Alvaro Colom (2008-2012).

L'arrestation de Juan Alberto Fuentes Knight tombe au plus mal pour l'ONG britannique, déjà engluée dans un scandale d'ordre sexuel qui a éclaté à Londres.

L'ancien président du Guatemala Alvaro Colom (2008-2012) et plusieurs membres de son gouvernement d'alors, dont son ministre des finances, Juan Alberto Fuentes Knight, aujourd'hui directeur international de l'ONG Oxfam, ont été arrêtés, mardi 13 février, dans le cadre d'une enquête pour corruption.

Cette arrestation tombe au plus mal pour l'ONG britannique, déjà engluée dans un scandale d'ordre sexuel qui a éclaté à Londres. Dans un communiqué, l'ONG affirme qu'il « a informé [Oxfam] qu'il faisait l'objet d'une enquête pour une transaction budgétaire lorsqu'il était ministre des finances. Il nous a assuré qu'il a coopéré à l'enquête et affirme qu'il n'a transgressé aucune règle. »

L'enquête pour corruption s'intéresse à des contrats d'achat de bus lors de la réforme des transports

publics. « Nous pensons que tout était légal, mais attendons de voir ce que les juges vont dire », a déclaré l'ancien président en entrant au tribunal.

Le Monde.fr avec AP et Reuters

* Le Monde.fr | 13.02.2018 à 19h13 • Mis à jour le 13.02.2018 à 19h25 :

http://www.lemonde.fr/international/article/2018/02/13/le-directeur-international-d-oxfam-arrete-dans-le-cadre-d-une-enquete-pour-corrupcion-au-guatemala_5256385_3210.html

Oxfam : Desmond Tutu et le chanteur sénégalais Baaba Maal renoncent à leur rôle d'ambassadeur

Mardi soir, l'actrice et chanteuse britannique Minnie Driver avait été la première célébrité à abandonner son rôle d'« ambassadrice » de l'ONG touchée par un scandale sexuel.

L'archevêque sud-africain et Prix Nobel de la paix Desmond Tutu annonce, jeudi 15 février, qu'il renonce à son rôle d'ambassadeur mondial d'Oxfam. Dans un communiqué, M. Tutu se dit « profondément déçu par les accusations d'immoralité et de possible comportement criminel impliquant des travailleurs humanitaires » liés à l'ONG et « a donné instruction d'écrire à Oxfam International pour l'informer de sa démission de son rôle d'ambassadeur ».

Avant lui, le chanteur sénégalais Baaba Maal a annoncé sur la BBC sa démission de sa charge d'ambassadeur de l'ONG Oxfam, éclaboussée par un scandale sexuel. « Ce qui s'est passé, sur le plan humain, est répugnant et déchirant », a-t-il déclaré mercredi soir dans l'émission « BBC Newsnight ». « C'est très triste. Les personnes vulnérables, particulièrement les enfants, devraient toujours être protégées, a-t-il ajouté. De ce fait, je me dissocie immédiatement d'Oxfam. »

L'organisation non gouvernementale Oxfam sise en Grande-Bretagne est au centre d'un scandale à la suite des révélations sur le recours à des prostituées et de potentiels abus sexuels commis par certains membres de son personnel en Haïti, au Tchad et au Soudan du Sud, mais aussi dans ses boutiques au Royaume-Uni.

Dysfonctionnements

Elle est aussi accusée de dysfonctionnements, n'ayant pas signalé les agissements de ces personnels, notamment ceux du Belge Roland van Hauwermeiren, ancien directeur de l'organisation au Tchad et en Haïti, cible de plusieurs accusations. Ce dernier a estimé jeudi dans la presse belge que certains faits avaient été exagérés.

Mardi soir, l'actrice et chanteuse britannique Minnie Driver, nommée aux Oscars, avait été la première célébrité à annoncer renoncer à son rôle d'« ambassadrice » d'Oxfam. Le scandale a aussi entraîné la démission lundi de la directrice générale adjointe d'Oxfam, Penny Lawrence.

La ministre au développement international britannique, Penny Mordaunt, a réclamé mercredi un changement radical dans la façon de travailler des ONG, dont Oxfam, afin d'empêcher les abus sexuels, menaçant de leur couper l'aide gouvernementale.

Le Monde.fr avec AFP

* Le Monde.fr | 15.02.2018 à 11h41 • Mis à jour le 15.02.2018 à 18h06 :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/02/15/oxfam-le-chanteur-senegalais-baaba-maal-renonce-a-son-role-d-ambassadeur_5257377_3214.html
